

À l'attention de Bruno Le Maire, Ministre de l'économie
Cc : Barbara Pompili, Ministre de la Transition écologique

Monsieur le Ministre,

Nous tenons à saluer la décision du gouvernement français de se joindre à la [Déclaration sur les soutiens publics internationaux pour la transition énergétique](#) lors de la COP26 à Glasgow, engageant la France à mettre fin aux financements publics aux projets pétroliers et gaziers non associés à des mesures d'atténuation des émissions d'ici fin 2022.

Nous félicitons particulièrement l'Agence Française de Développement (AFD) pour la révision de sa politique énergie, qui la place dans une position très favorable pour remplir ses engagements dans le cadre de la déclaration. Nous souhaitons cependant exprimer notre inquiétude quant à l'écart grandissant entre l'ambition de la banque de développement bilatérale française et la politique de crédit à l'export, qui souligne une incohérence grandissante de la politique de soutiens internationaux français.

Nous nous réjouissons de l'opportunité sans précédent que la Déclaration de Glasgow représente. Celle-ci a réuni certains des plus grands pourvoyeurs historiques de financements publics aux combustibles fossiles. Le grand nombre de signataires du Sud souligne que les énergies fossiles ne constituent pas une voie de développement viable et qu'il est nécessaire d'augmenter considérablement le soutien aux énergies renouvelables. Il est par ailleurs important de souligner que les pays riches sont actuellement les principaux bénéficiaires de soutiens publics pour des projets d'énergies fossiles¹.

La Déclaration de Glasgow a le potentiel de réorienter annuellement au moins 24 milliards de dollars de financements publics des énergies fossiles vers les énergies renouvelables² - à condition qu'elle soit appliquée de façon ambitieuse. Une mise en œuvre adéquate de la Déclaration pourrait contribuer à réorienter des flux financiers privés bien plus importants, et encourager d'autres pays et institutions à prendre le même engagement.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont clairement indiqué que nous devons réduire rapidement et drastiquement notre consommation d'énergies fossiles à l'échelle mondiale pour rester dans une trajectoire de réchauffement n'excédant pas 1,5°C³. La réorientation des flux financiers publics au soutien de systèmes énergétiques soutenable, justes et respectueux des droits humains est une étape essentielle et transformatrice qui nous aidera à nous engager sur cette trajectoire.

Pour maximiser l'impact de cette initiative et atteindre les objectifs climatiques convenus au niveau international, le gouvernement français doit mettre en œuvre l'engagement pris dans la Déclaration de Glasgow avec intégrité et ambition. Cela signifie l'inscrire dans la loi d'ici la fin de l'année, garantir des critères solides qui exclueront le gaz ou et d'autres fausses solutions, et assurer l'augmentation du

¹ Voir le rapport [Past Last Call : G20 public finance institutions are still bankrolling fossil fuels](#), de Friends of the Earth US et Oil Change International, octobre 2021.

² Ce chiffre se fonde sur la moyenne annuelle du soutien aux énergies fossiles des institutions financières publiques internationales des signataires de la déclaration de 2018 à 2020, telle que calculée par Oil Change International à partir de la base de données Shift the Subsidies - voir [ce communiqué de presse](#). Cette base de données se fonde sur les rapports des gouvernements et autres rapports publics.

³ See [IEA Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector](#) and [IPCC AR6 Climate Change 2021 Summary for Policymakers](#).

financement international en faveur d'une transition énergétique juste. Une interprétation faible de la déclaration justifiant la poursuite du financement des projets d'énergies fossiles aura des impacts dramatiques. Compte tenu de l'importance du groupe de signataires et de leur poids dans les financements publics internationaux, une faible mise en œuvre risquerait de compromettre la crédibilité et l'efficacité de cette initiative à un moment crucial pour agir face au changement climatique.

Nous, organisations de la société civile, demandons au gouvernement français d'investir des efforts dans les étapes suivantes :

- **Éviter toute interprétation abusive de la notion de mesures d'atténuation d'émissions ("unabated") justifiant la poursuite du soutien aux énergies fossiles.** La meilleure façon de limiter les émissions est de ne pas les créer en premier lieu. Nous comprenons que la formulation de la Déclaration engage ses signataires à mettre fin à tout nouveau financement pétrolier et gazier en amont (exploration et production) et en milieu de chaîne (transport et stockage), sans exception. Seules les infrastructures fonctionnant aux énergies fossiles déjà équipées d'un système éprouvé et efficace de captage et de stockage du carbone (CSC) ou de captage, d'utilisation et de stockage (CCUS) devraient être classées comme "atténuées" - et non lorsqu'elles seraient simplement "prête" pour la CSC/CCUS. Par ailleurs, tout projet dont les technologies de CCS/CCUS seraient combinées à de la récupération assistée du pétrole (EOR) ou la récupération assistée du gaz (EGR) doit être exclu. Compte tenu des limites, des risques pour la santé de l'environnement et des coûts élevés associés à l'équipement des centrales électriques en CSC ou en CCUS, nous pensons que les signataires doivent en pratique avoir mis fin à tout nouveau soutien direct aux combustibles fossiles d'ici la fin de l'année. La production d'électricité renouvelable est déjà moins chère que la production d'électricité à partir de combustibles fossiles avec CSC ou CCUS⁴. Certains acteurs suggèrent que les infrastructures fossiles construites aujourd'hui pourraient être réaffectées plus tard à des combustibles "propres" (biogaz, hydrogène...). Cela est coûteux, risqué et ne ferait que retarder la transition énergétique alors que les alternatives renouvelables sont largement disponibles et abordables.
- **Veiller à ce que les "exceptions limitées et clairement définies" soient conformes à l'objectif de ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement et aux Objectifs de Développement Durable.** Les signataires doivent exclure tout nouveau soutien aux infrastructures gazières, dont la durée de vie verrouillerait les pays dans une trajectoire incompatible avec l'Accord de Paris,, y compris les infrastructures de gaz naturel liquéfié (GNL) et les centrales électriques au gaz. Ceci est essentiel étant donné que la majorité des financements publics du G20 et des banques multilatérales de développement (BMD) pour le secteur de l'énergie vont désormais à des projets gaziers⁵. L'expansion de l'infrastructure gazière est incompatible avec le maintien du réchauffement climatique à 1,5 °C, n'est pas le moyen le plus efficace de répondre aux besoins en matière d'accès à l'énergie, d'emplois ou de développement⁶. Cela enferme les pays dans des trajectoires à forte intensité de carbone, les exposant ainsi aux risques liés aux

⁴ Sgouridis et al., 2019, [Comparative net energy analysis of renewable electricity and carbon capture and storage](#) in *Nature Energy*.

⁵ 51 % des financements publics du G20 et des BMD en faveur de l'énergie, soit 32 milliards de dollars US par an, sont allés au gaz en 2018-2020. Voir le rapport [Past Last Call : G20 public finance institutions are still bankrolling fossil fuels](#), de Friends of the Earth US et Oil Change International, octobre 2021.

⁶ Voir Anabela Lemos et Nnimmo Bassey, Février 2022, [Africa's Fossil-Fuel Trap - A Response to "The Divestment Delusion"](#) ; Oil Change International, Octobre 2021, [The Sky's Limit Africa: The Case for a Just Energy Transition from Fossil Fuel Production in Africa](#) ; Banktrack et al., Mars 2022, [Locked Out of a Just Transition](#).

actifs échoués⁷. Des exceptions, comme le gaz de pétrole liquéfié pour la cuisine ou le chauffage, et les générateurs à combustible fossile dans les situations d'urgence (événements climatiques extrêmes, camps de réfugiés, guerre), pourraient être acceptables.

- **Codifier une augmentation substantielle et à long terme du soutien international de la France pour une transition énergétique juste**, d'une manière qui réponde aux besoins d'accès à l'énergie, de création d'emplois et de développement durable dans le Sud ;
- **Ne pas augmenter le soutien direct aux projets d'énergies fossiles avant l'échéance de fin 2022**. Cela nuirait à l'efficacité de la déclaration.
- **Au-delà de l'arrêt des soutiens directs aux énergies fossiles, étendre l'engagement au soutien indirect**, y compris les prêts de politique publique, l'assistance technique, le soutien diplomatique par le biais des ambassades et les investissements par le biais d'intermédiaires financiers. Le financement indirect et les prêts de politiques publiques représentent plus de 50% du portefeuille de certaines institutions de prêt, et ce chiffre est en augmentation⁸.
- **Travailler avec les autres signataires pour accroître le nombre de signataires de la déclaration**. Certains des plus grands pourvoyeurs de financements publics aux énergies fossiles (Japon, Corée et Chine) et la plupart des BMD n'ont pas encore signé la déclaration, bien que les signataires représentent ensemble une part importante des votes au sein des BMD. A cet égard, l'Agence Française de Développement, en tant que présidente de l'International Development Finance Club (IDFC), a un rôle clé à jouer pour rallier d'autres BMD.
- **Cimenter les engagements pris dans la déclaration dans les forums politiques internationaux** existants, notamment au sein des BMD, du G7, du G20, du Finance in Common Summit et de l'OCDE.
- **Étendre cet engagement au financement que la France fournit au niveau national**. Il est recommandé au gouvernement de mettre fin à son soutien national aux combustibles fossiles et d'inciter les autres signataires de l'engagement commun à faire de même. Pour la France, cela signifie, en outre, la fin des dépenses fiscales subventionnant les énergies fossiles tel que le remboursement de la TICPE pour certains secteurs.

Alors que la guerre non provoquée de la Russie contre l'Ukraine a fait s'envoler les marchés du pétrole et du gaz, cette situation illustre de façon spectaculaire les difficultés qui peuvent naître de notre dépendance aux énergies fossiles et constitue une raison supplémentaire d'accélérer la transition vers la sobriété et les énergies renouvelables. Investir dans de nouvelles infrastructures d'énergies fossiles ne ferait que nous enfermer injustement dans une trajectoire de dépassement des températures mondiales au-delà du seuil critique de 1,5 °C. Nous sommes aujourd'hui témoins d'un exemple en temps réel de ce à quoi ressemble un déclin non maîtrisé de la production d'énergies fossiles. Les gouvernements doivent intervenir avec des garanties qui soutiennent les travailleurs, les personnes à faible revenu et toutes les communautés vulnérables. Il est plus que jamais nécessaire de planifier dès maintenant une transition juste et alignée sur le seuil de 1,5°C.

Il est urgent de réorienter le financement public de l'énergie vers les énergies renouvelables et non plus vers les combustibles fossiles. La Déclaration a suscité de grandes attentes et doit désormais être mise en œuvre efficacement. En tant qu'organisations de la société civile, nous sommes prêtes à soutenir

⁷IISD, 2021, [Step Off the Gas: International public finance, natural gas and clean alternatives in the Global South](#)

⁸ Voir le rapport [Past Last Call : G20 public finance institutions are still bankrolling fossil fuels](#), de Friends of the Earth US et Oil Change International, octobre 2021.

les efforts visant à mettre en œuvre cette initiative avec intégrité et à élargir la liste des signataires. Nous nous efforcerons également de tenir les signataires responsables des mesures prises dans le cadre de leurs engagements.

Les organisations signataires,

Les Amis de la Terre France / Friends of the Earth France

Oxfam France

Réseau Action Climat France

Climate Action Network Europe

Swedwatch

350 Silicon Valley

350.org

AbibiNsroma Foundation ANF

Accelerate Neighborhood Climate Action

Africa Institute for Energy Governance

Alliance for Empowering Rural Communities

Alliance for Empowering Rural Communities

Arab Watch Coalition

Arab Watch Coalition

Asociacion Ambiente y Sociedad

AtEdible

BankTrack

Barranquilla+20

Both ENDS

Businesses for a Livable Climate

Call to Action Colorado

Call to Action Colorado

CatholicNetwork US

Centre for Citizens Conserving Environment & Management (CECIC)

Centre for Citizens Conserving Environment & Management-CECIC

CESTA Friends of the Earth El Salvador

Church Women United in New York State

Climate Emergency Institute

Climate Finance Group for Latin America and the Caribbean

Climate Justice Edmonton

ClimateFast

Coalition for Responsible Energy Development in New Brunswick (CRED-NB)

Colorado Businesses for a Livable Climate

Community for Sustainable Energy

Earth Action, Inc.

Ecoevolucionaria

Environmental Defence Canada

Environmental Investigation Agency (EIA)

Fast For the Climate

Friends of the Earth US

Friends of the Earth, Sweden /Jordens Vänner

GFLAC

Global Witness

Gower St

Grand(m)others Act to Save the Planet GASP

Greater New Orleans Housing Alliance

Green House Collaboration Center
GreenFaith
Hub de Finanzas Sostenibles de Panamá
Hub Finanzas Sostenibles El Salvador
Indivisible Ambassadors
Innovea Development Foundation
Interstate 70 Citizens Advisory Group
Jubilee Australia Research Centre
Just Earth
Justice Institute Guyana Inc.
Littleton Business Alliance
Maan ystävät / Friends of the Earth Finland
Mayfair Park Neighborhood Association
Mental Health & Inclusion Ministries
milieudéfense
Montbello Neighborhood Improvement Association
Nonviolence International Canada
North Range Concerned Citizens
Oil Change International
Rainforest Action Network
RapidShift Network
RAVEN (Respecting Aboriginal Values and Environmental Needs)
Reclame Fossielvrij (Fossil Free Advertising)
ReCommon
Recourse
Sacred Earth Solar
Save EPA
Small Business Alliance
Social Tipping Point Coalitie
Solutions For Our Climate
Southwest Organization for Sustainability
Spirit of the Sun
Stand.earth
Sustainable Development Institute (SDI)
System Change Not Climate Change
The Climate Reality Project Latin America
The Council of Canadians
The Greens Movement of Georgia/FoE Georgia
Transnational Institute
Unite Metro North Denver
urgewald
VOY EN BICI Argentina
Wall of Women
Western Slope Businesses for a Livable Climate
Womxn from the Mountain
Working for Racial Equity
Concerned Citizens of Saint John
Jóvenes Parlamentarios de la región ucayali